



« Une situation inacceptable ». Photo Pierre MATHIS

« On pousse les murs ! »

Maxéville. Au Grand Sauvois, l'hébergement pour les plus démunis, on maîtrise. Paradoxalement, le site est connu pour son « château », en fait une maison de maître sur le territoire de Maxéville, en banlieue de Nancy. Mais dans les bâtiments finalement plus communs construits aux alentours, règne une sobriété rien moins qu'aristocratique. Ici on a l'esprit pratique. Et quand il a fallu réagir à l'afflux d'une nouvelle population de migrants, l'équipe n'a pas failli. Certes, la vingtaine de personnes ouvrant sur place est plus habituée à gérer un « classique » hébergement d'insertion, en complément aux divers ateliers du même nom.

Le Grand Sauvois dispose aussi d'une structure rare de 13 chambres, le chalet Malquin, où est proposé un hébergement d'urgence avec traitement des animaux domestiques. « Pour répondre à une demande de plus en plus fréquente », souligne Malika Bon, directrice adjointe. « Demande liée d'ailleurs au rajeunissement spectaculaire de la population de SEP ». Population qui n'est pas en condition de réinsertion, et n'a d'autre demande que d'avoir un toit.

On neutralise le dojo !

Réservé à la saison hivernale, du 1^{er} novembre au 31 mars, le reste néanmoins ouvert toute l'année depuis l'an dernier, sur requête de la DDCS (direction départementale de la cohésion sociale), autrement dit l'État. « Du coup, on est devenu centre d'hébergement tout court », résume Malika Bon. Et elle ne parle là que de la population « relevant du droit commun », par opposition aux demandeurs d'asile

qui, à leur tour, sont venus frapper à la porte du Grand Sauvois. « Une arrivée si massive l'année dernière que l'État a demandé à tous les centres d'hébergement d'élargir leurs murs. »

« Élargir les murs », au Grand Sauvois, s'est traduit par la réquisition du dojo, salle de sport équipée de vestiaires, et de la petite cuisine attenante destinée initialement aux activités d'insertion. Soit seize places qui n'ont pas désempli depuis, alors que le dojo aurait dû fermer dès le printemps.

Logement diffus à Toul

Voilà pour le versant nancéien. Mais à Toul, où le Grand Sauvois gère aussi un petit service d'accueil, la même équipe a travaillé sur le fond, en mobilisant peu à peu une quinzaine d'appartements dans toute l'agglomération. Avec l'aide d'un bailleur social, de la municipalité, de la préfecture et de la DDCS, 90 personnes ont ainsi trouvé un logement. Des familles dont le dossier de demande d'asile, a priori, pourrait avoir des chances de déboucher favorablement. Le travail d'insertion peut donc être engagé sur le fond.

« Mais nous n'avons pas l'intention d'aller plus loin à Toul », signale Malika Bon. « Or, ne nous volons pas la face, le flux ne se tarira pas par l'opération du Saint-Esprit et on s'imagine pas rester les bras croisés. » Le Grand Sauvois s'est donc positionné sur un appel à projet, à Toul et dans la Meuse, visant à créer un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CaDa). Pour que s'érigent de nouveaux murs. Qu'un jour, à nouveau, il faudra peut-être repousser un peu...

Lysiane GANOUSSÉ



La Grand Sauvois a dû réagir au pied levé. Photo d'archives

Le dossier du lundi La demande d'asile explose. En Lorraine, +73 % en 2012, un record en France. À Metz et Nancy des centaines de réfugiés, survivent dans la rue ou dans des bidonvilles

La rue pour terre d'asile

Nancy. Principale artère commerçante de la ville, Rue Saint-Jean, dans les vitrines, la collection été s'étale... À quelques pas de là, Erdisno, 10 ans, fait ses devoirs concentrée sur ses cahiers, à même le trottoir. Sur un carton qui sert de « chambre » à toute la famille. Rue Gilbert, rue Bloudot, des matelas s'entassent, devant le service d'accueil et d'orientation (SAO) du département.

Il y a une vingtaine, dont 22 enfants, arrivés pour la plupart du Kosovo, d'Albanie ou d'Arménie. Poncés hors de chez eux par des motifs invoqués « qui relèvent de la protection subsidiaire, au premier rang desquels, les vendettas, [...] et de problèmes avec des réseaux criminels mafieux », souligne l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) dans un rapport d'activité publié en avril 2013.

En Lorraine, des passeurs avisés déposent les immigrants directement devant les centres d'accueil. En attendant de pouvoir accéder à des places d'hébergement, ces réfugiés vivent dans la rue ou dans des bidonvilles, dans des conditions d'hygiène et de confort psychologi-



Rue Gilbert à Nancy. Des familles vivent dans la rue, à quelques pas de la plus grande artère commerçante de la ville... Photo Pierre MATHIS

que dramatiques. « Comment expliquer cette situation ? Il y a certes des arguments du côté de la préfecture mais humainement, c'est violent et insupportable », souligne M^{lle} Levi-Cyferman, avocate.

Du côté de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les arguments sont comptables. « 105 % d'augmentation du

flux d'arrivée entre 2011 et 2012. Depuis le mois d'octobre 2012, ce sont plus de 1.000 personnes, essentiellement des familles avec enfant, qui ont demandé une prise en charge ». Dans le département, les capacités d'hébergement ont selon la préfecture « augmenté de 40 % depuis fin 2011, passant de 2.000 à 2.800 places », le

dispositif « est sous extrême tension et saturé depuis la fin de l'année ».

L'État enjoint par la justice d'accomplir sa mission

L'État, assure être « pleinement mobilisé pour chercher de nouvelles solutions d'hébergement [...] malgré des procédures permettant de créer de nouvelles places complexes et qui soulèvent des réticences ». Ainsi, en avril, était réquisitionnée à Villers-lès-Nancy, une ancienne école maternelle où vivent une centaine de personnes dont 40 enfants. Malgré le travail sur place d'un éducateur social à plein-temps, Médecins du Monde Lorraine a interpellé le préfet pour dénoncer une « situation sanitaire inacceptable qui a entraîné des épidémies de gale et de varicelle ». (lire ci-dessous)

Un gouffre sépare la mobilisation affichée des services de l'État et les conditions de vie sur le terrain. Le 5 juin, le tribunal administratif a en-

Dégradation de l'accueil

L'État en Moselle laisse-t-il intentionnellement la situation des demandeurs d'asile se dégrader afin de décourager l'arrivée de ces nouvelles populations ? C'est la question que pose le collectif mosellan de Lutis Comte la Misière. Il vient d'adresser une lettre ouverte au préfet de Région pour l'interpeller directement sur la dégradation de l'accueil des demandeurs d'asile, et lui demander derevoir sa position.

Cette initiative fait suite à l'intervention des services de l'État sur un « campement »

de 150 personnes vivant dans des conditions très précaires rue du Suxey à Metz, pour les déplacer dans un endroit peu satisfaisant. Le collectif entend attirer l'attention de Nacer Meddah sur les conditions de vie indignes de ces familles. Il dénonce l'absence de réponse apportée par l'État, alors qu'il réclame précisément « l'ouverture immédiate et temporaire de logements vides dans le parc des bailleurs sociaux » et des réquisitions.

« Nous assistons au glissement de l'état de droit », constate le collectif qui croit comprendre les véritables motivations de l'État, qui veut « décourager et dégoûter » ceux qui fuient leur pays.

Cette orientation prétend endiguer les flux migratoires par la dégradation des conditions d'accueil », peut-on lire. « Cela ne résoudra en rien le flux migratoire, poursuit le collectif. Pas plus qu'on ne dompte les vagues, on n'arrête la mer avec les bras ». Et de prédire : « Vous allez au-devant de graves déconvenues... »

Médecins du Monde tire l'alarme

Nancy. La grille de l'école est fermée. L'école d'ailleurs est désaffectée. Dans la cour pourtant, des enfants virevoltent dans l'enthousiasme de leur enfance ; des adultes veillent à distance.

Et un gardien affable s'approche. S'enquiert gentiment de notre présence.

Ce jour-là, on n'entrera pas dans cette école de Villers-lès-Nancy reconvertie en centre de loisirs, avant d'être réquisitionnée pour accueillir des réfugiés. Un lieu où, réparties dans cinq classes, cohabitent 106 personnes, essentiellement de l'Europe de l'Est. Soit 14 nationalités différentes.

Nous, on n'entrera pas, mais l'équipe de Médecins du Monde est depuis peu devenue une famille de Heux. Car dans ce refuge improvisé depuis avril, sur fond bucolique du parc de Hemicourt, la situation sanitaire s'est soudain dégradée. Épidémie de gale. « Ils sont quarante à avoir dû être traités », signale Agnès Coullama, déléguée Lorraine de Médecins du Monde, missionnés en urgence par l'Agence régionale de santé. « Et dans la foulée, c'est la varicelle qui s'est déclenchée. Épidémie aussi. Dans une telle situation de promiscuité, ça va vite ! »

Cinq femmes enceintes

Devoir gérer une épidémie, rien d'anormal pour une équipe de médecins a priori. « Sinon qu'on n'est pas des prestataires », fait remarquer la représentante de MDM. « Pour qu'on fasse



MDM a dû intervenir sur place pour des épidémies de gale et de varicelle. Photo Pierre MATHIS

appel à nous, c'est qu'il y a un dysfonctionnement. Un premier. En outre, le fait même qu'on ait attendu le stade d'une épidémie atteste que la prise en charge sanitaire de ces gens n'est pas assurée.

Médecins du Monde ne se pose pas en juge, mais en signal d'alarme. Sur une situation manifestement appelée à s'améliorer, les flux croissants de population entraînant des flux au moins aussi massifs de questions à se poser. Une fois celle du toit résolu, celle de la santé s'impose avec une douleur acuite.

« Manifestement, la facture de SOS Médecins était trop

élevée. Ils ont arrêté. Et de toute façon, gérer la santé au coup par coup, ce n'est vraiment pas la solution. On les envoie un jour au CHU, ou à la maternité, ou ailleurs. Mais sans aucune coordination. D'où notre recours à la préfecture pour essayer de coordonner un dispositif de prise en charge. Il faut savoir qu'il y a là cinq femmes enceintes, et une quarantaine d'enfants dont des nourrissons.

Profitant de leurs interventions sur place, pour traiter non seulement les patients atteints, mais aussi toute la literie et le linge en deux phases les 13 et 20 juin.

Médecins du Monde a proposé à un état des lieux.

Une consultation dédiée

L'association ne veut surtout pas accabler des travailleurs sociaux de l'ARS, Accueil Réinsertion Sociale, « qui se démenent incroyablement, mais avec très peu de moyens ». La délégation est même prête à prendre sa part au dispositif qu'elle prescrit comme traitement d'urgence. En leur réservant une consultation dédiée, une journée par semaine, dans leur centre d'accueil, de soins et d'orientation, rue de l'Armée Patton. « Ça, nous pouvons le faire. Mais il faudrait mobiliser un moyen de

Afflux des Balkans

► Selon l'Ofpra, on observe en 2012 « une croissance nette dans les régions de l'Est de la France, avec une hausse de 23 % en Alsace, 73 % en Lorraine - (le record français, N.D.L.R.), 26 % en Franche-Comté et 16 % en Bourgogne (contre 7 % au niveau national) ». Une explosion de l'arrivée des demandeurs d'asile qui « s'explique par une forte augmentation des demandes de réfugiés en provenance des Balkans depuis l'été 2012 ».

joint le préfet de Meurthe-et-Moselle de trouver dans les 72 heures un hébergement pour au moins deux familles de réfugiés de la rue Gilbert, « considérant que la situation de saturation du dispositif invoqué par la préfecture ne dispensait pas l'État d'accomplir sa mission de droit constitutionnel et de liberté fondamentale qu'est le droit d'asile », remarque M^{lle} Leville-Cyferman, avocate de ces familles. Quatorze jours plus tard, les deux familles étaient enfin logées. Dominique Baudis, le Défenseur des Droits, s'est par ailleurs saisi de ce dossier et doit contacter le préfet de Meurthe-et-Moselle prochainement.

On le voit, l'accueil des demandeurs d'asile suscite nombre d'incompréhensions. Ce sujet qualifié de « sensible » par les préfetures pose des questions de fond sur la volonté politique et le contexte économique, auxquelles la question d'immigration est intimement liée. Sollicité pour une interview le préfet de Meurthe-et-Moselle n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet « pour l'instant ». Sollicité à plusieurs reprises, la préfecture de Région n'a pas donné suite.

Stéphanie SCHMITT

RESF sur le front

► RESF 54, Réseau éducation sans frontières, va fêter ses neuf ans aujourd'hui. Et ce n'est pas un hasard si l'association a choisi le château de Remicourt pour en faire état à la presse. Certes, le Réseau se félicite d'avoir, en neuf ans, obtenu « quelques résultats », soit quelques centaines de familles et une vingtaine de jeunes qui, avec leur assistance, ont pu obtenir un titre de séjour. Mais il ne peut que constater combien son existence relève toujours de la nécessité. « Ne serait-ce que parce que les enfants hébergés dans l'urgence à l'école du château de Remicourt ne sont toujours pas scolarisés. » Or c'est l'un de leurs chevaux de bataille depuis toujours que de préserver ce droit élémentaire à la scolarisation.

transports pour leur permettre de faire les allers et venues. » Et ce ne serait là qu'une première étape au grand plan de coordination qu'ils préconisent.

« Car si ce site d'hébergement d'urgence venait à fermer fin juin, comme prévu officiellement, on s'inquiète de qui va les accueillir et comment ! On ne sait que trop combien il est difficile pour ces populations refoulées de trouver un médecin traitant ! L'association a obtenu un rendez-vous du préfet jeudi. Ne serait-ce que pour éviter de futures épidémies.

Lysiane GANOUSSÉ